

Il est pour le moins amusant de faire un constat, dont il est toutefois difficile de déterminer son rapport avec l'époque : la recherche et la politique vivent le plus souvent dans des mondes parallèles, et parfois se rencontrent. Les mauvaises langues diront que cette rencontre est le plus souvent de pure forme, protocolaire et mondaine, et que le monde des uns sera à jamais hermétique au monde des autres. On connaît l'aphorisme ravageur du Général : « Des chercheurs on en trouve, des trouveurs on en cherche ». Pourtant, voir les choses ainsi serait sans doute injuste pour le travail des chercheurs, mais témoignerait surtout d'une mécompréhension grave de la place et du rôle de la recherche dans nos sociétés.

Le colloque international sur la fracture numérique qui se tiendra à Paris en novembre prochain est sans doute un bon exemple d'une rencontre fructueuse des deux mondes en question, et qui devrait préciser et asseoir la fonction sociale des sciences sociales. La raison d'un tel optimisme est simple : il a été décidé de prendre pour argent comptant les concepts dont la sphère politique se dote pour mener ses actions, en l'espèce la « fracture numérique ». Plutôt qu'opter pour la trop fréquente attitude de dédain, consistant à faire valoir la sagesse du jargon contre l'ignorance du vulgaire, prendre au sérieux la « fracture numérique » et s'interroger sur ce à quoi elle renvoie constitue la meilleure des façons de faire se croiser les univers techniques et politiques, inscrivant par définition les (r)évolutions techniques les plus significatives de notre époque dans leur contexte social, et même civilisationnel. Gageons que ce colloque fracturera au moins les coffres forts qui enferment, chacun dans leur coin, la pensée et l'action.

Carré des Sciences, rue Descartes, Paris, les 18 et 19 novembre 2004.

[Programme et inscription.](#)